



Lundi 2 juillet 2012

## ***L'arnaque du « dialogue social »***

Arnaud Montebourg part donc en guerre contre le PDG de PSA, Philippe Varin, avec... une gentille lettre. Et quelle lettre ! Le ministre du Redressement productif lui demande timidement de « *faire connaître ses intentions au plus vite* » ! Serait-il le seul à n'avoir toujours pas compris que le groupe Peugeot-Citroën veut fermer son site d'Aulnay-sous-Bois ? Ensuite, il conseille respectueusement à Varin « *le dialogue social* » pour « *en faire une arme collective* ». Mais au service de qui ? Il termine sa lettre par une promesse de « *plan d'action pour l'avenir de la filière automobile française* ». Traduire : pour l'avenir des actionnaires, pas des salariés ! Car on connaît ce genre de « plan d'action » : dans la continuité du précédent gouvernement, il s'agit d'aider les entreprises à coups d'argent public, pour qu'elles suppriment encore des milliers d'emplois.

Le dialogue social, façon Montebourg, c'est s'en remettre totalement aux « intentions », en fait aux décisions patronales. Le gouvernement est là pour arrondir les angles et tenter de désamorcer la colère des travailleurs dont les emplois sont menacés, par des séries de négociations, comme ce prochain « sommet social », dont le résultat sera toujours en faveur du patronat. D'autant qu'on nous annonce déjà la rigueur « de gauche », pas plus tendre pour le monde du travail que la rigueur de droite.

### ***Comme à Air France, General Motors et ailleurs...***

Le plan annoncé récemment par Air France est un exemple on ne peut plus clair de ce « dialogue social ». La direction annonce 5 122 suppressions de postes et entend récupérer dix à douze jours de travail par salarié, imposer le gel des salaires, des embauches, des avancements, la flexibilité accrue avec le rallongement des horaires... sans pour autant s'engager à éviter les licenciements secs.

Le chantage à l'emploi devient une mode dans le monde patronal : de plus en plus de patrons promettent de ne pas fermer en échange de sacrifices de la part des salariés, promesses dont le caractère

mensonger ne tarde pas à se révéler. Ainsi, General Motors qui avait imposé aux salariés de Strasbourg le gel des salaires et la suppression de RTT en échange de la promesse de maintenir la production, vient d'annoncer sa décision de fermer le site.

### ***Aux travailleurs de s'imposer***

Les travailleurs de PSA n'ont heureusement pas attendu les conseils de Montebourg pour prendre leurs affaires en main : jeudi dernier, nous étions plus d'un millier rassemblés devant le siège de PSA, avenue de la Grande Armée à Paris, pour crier notre colère et notre refus de toute fermeture d'entreprise. Les plus nombreux, plusieurs centaines, étaient venus d'Aulnay, mais des délégations de tous les sites PSA étaient aussi présentes, ainsi que des travailleurs de Renault, d'Air France et même d'Opel Bochum en Allemagne et de PSA Madrid, aujourd'hui menacées de fermeture tout comme Aulnay. Se regrouper, prendre contact avec tous ceux, si nombreux aujourd'hui dans tous les secteurs, qui sont menacés de perdre leur emploi, c'est ce que nous devons faire dans la période qui s'ouvre. C'est la seule voie, notre arme collective à nous.

Les suppressions d'emplois prennent bien des visages. Il y a les « ruptures conventionnelles », actuellement 15 à 20 000 par mois, soit environ 200 000 par an. Un gigantesque plan de licenciement invisible. De la même façon, les plans de départs prétendument « volontaires », épargnent aux entreprises les procédures légales d'un plan de licenciement et les recours devant les tribunaux de prud'hommes. Et, dans la fonction publique, ce sont deux fonctionnaires sur trois partant à la retraite qui pourraient ne pas être remplacés.

**Quelle que soit la forme prise par les licenciements, le problème est le même pour tous. Mais nous ne devons pas être réduits à réagir séparément, le dos au mur. Il nous faudra coordonner nos luttes pour être les plus forts face à des patrons et un gouvernement toujours présent pour les épauler dans leurs sales coups.**

### ***L'union des travailleurs : une bonne voie***

Jeudi 28 à Paris, devant le 75 de l'avenue de la Grande Armée, nous étions 700 de l'usine, ainsi que d'autres délégations venant de partout du groupe PSA, de sous-traitants et de camarades de GM.

Le message adressé à la direction a été clair : nous nous opposerons tous ensemble à tous les licenciements et aux fermetures d'usines.

### ***Victoire : une procédure de licenciement annulée***

Vendredi matin dernier, nous étions 60 dans l'équipe B à débrayer à 10h20 pour prévenir le RF du montage que nous repasserions autant qu'il le faudrait sur les chaînes pour entraîner les ouvriers à refaire grève, bloquer la production, si la réponse de la direction était le licenciement d'Abdallah Baih ; nos camarades de l'équipe A étaient prêts à faire de même.

La direction a du sentir l'émotion de tous sur cette affaire, surtout que la veille l'usine avait été arrêtée par la grève de 500 travailleurs pour aller au Comité Central d'Entreprise avenue de la Grande Armée.

### ***Un gouvernement contre les travailleurs***

Le ministre de l'Intérieur « socialiste », Manuel Valls, a annoncé la couleur : il n'y aura pas plus de régularisations de travailleurs sans-papier qu'à l'époque de Sarkozy et ce sera toujours au cas par cas. La surexploitation de ces travailleurs, parmi les plus précaires, pourra continuer avec la complicité du gouvernement et de sa police.

### ***Bourré... de fric***

À partir du 1er juillet, chaque automobiliste devra disposer d'un éthylotest dans sa voiture. La mesure est très contestée, sauf par I-Test, l'association qui a convaincu le gouvernement de prendre la mesure.

Fruit du hasard ? Le président de l'association, Daniel Orgeval, est également responsable de la formation chez Contralco... qui produit 90 % des éthylotests chimiques en France. En temps de crise, rien de tel que d'utiliser la loi pour obliger les clients à consommer ses babioles !

### ***L'élève au centre... des profits***

Avec la question de l'allongement des vacances de la Toussaint, nombreux sont ceux qui ont fait le siège du ministère de l'Éducation pour rappeler leurs intérêts : les transports, les professionnels du tourisme, agences de voyage, hôtellerie et autres tour-opérateurs ! Histoire de ne pas faire oublier, derrière la question des rythmes scolaires, les enjeux financiers à la clé.

### ***L'écologie soluble dans le pétrole***

La ministre de l'écologie du premier gouvernement Hollande, Nicole Bricq, s'était déclarée opposée aux forages en eau profonde de Shell (accompagné par Total) au large de la Guyane. En effet cette technique n'est pas entièrement maîtrisée et a conduit à la catastrophe du Golfe du Mexique en 2010.

Cela n'a pas traîné ! La ministre a été immédiatement remerciée et les forages autorisés.

Le Parti socialiste et ses alliés Verts au gouvernement sont aux petits soins pour les profits des trusts pétroliers.

### ***Combien vaut la gauche ?***

L'augmentation du Smic au 1er juillet (date où le Smic est révisé tous les ans) vient d'être annoncée ce mardi : 21,5 € net en plus chaque mois. Soit 70 centimes par jour. Cette augmentation serait supérieure à la revalorisation annuelle légale obligatoire en fonction de l'inflation (dont l'évaluation gouvernementale est inférieure à la hausse réelle des prix). Pour être précis, c'est 6,45 € de plus. Le fameux « coup de pouce » promis par Hollande ! Valeur d'une promesse de gauche : 21 centimes par jour.

### ***Égypte : quand l'armée et les Frères musulmans se partagent les rôles***

Après avoir dissous le Parlement et s'être emparée des pouvoirs législatif et budgétaire, réduisant à presque rien ceux du président, l'armée a finalement accepté que Mohammed Morsi, le candidat des Frères musulmans soit élu président. Le maréchal Tantaoui et ses généraux se réservent ainsi le véritable pouvoir et la chasse gardée de leurs immenses privilèges, tout en utilisant le parti islamiste pour tenter d'encadrer les pauvres et de brider leur colère.

Tous devraient bien se méfier. Car de même que c'est à la faveur de la révolte populaire que le dictateur Moubarak avait sauté de son trône, ils sont tous sur le même siège éjectable. La révolution reste à faire en Égypte.

### ***2012, année noire pour le pouvoir d'achat***

Avec les hausses continues des produits de première nécessité et le blocage des salaires, il devient de plus en plus difficile de finir le mois. C'est désormais confirmé par les statistiques officielles, qui pourtant minorent la baisse du pouvoir d'achat des plus petits revenus : 2012 sera la pire année depuis trente ans. Jusqu'à ce que nous réussissions à imposer par la lutte une hausse générale des salaires d'au moins 300 € nets par mois et leur indexation sur la hausse des prix.